

QuickTime™ et un
décompresseur TIFF (non compressé)
sont requis pour visionner cette image.

DOSSIER DE PRESSE

Fiche 1	Pourquoi un débat public ?
Fiche 2	Qu'est-ce qu'un débat public ?
Fiche 3	Qui organise le débat public ?
Fiche 4	Sur quoi porte le débat public ?
Fiche 5	Comment est informé le public ?
Fiche 6	Comment participer au débat ?
Annexe 1	<i>Informations pratiques/photos</i>

Fiche 1 : Pourquoi un débat public ?

La CNDP décide de l'organisation d'un débat public

La Commission nationale du débat public (CNDP) est chargée de veiller à la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national dès lors qu'ils comportent de forts enjeux socio-économiques ou ont des impacts significatifs sur l'environnement ou l'aménagement du territoire. Créée en 1995 par la loi dite « Barnier », la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité lui a conféré un statut d'autorité administrative indépendante (AAI).

Les maîtres d'ouvrage ont obligation de saisir la CNDP lorsque leur projet dépasse certains seuils fixés par décret, notamment lorsque le coût des bâtiments et des infrastructures excède 300 millions d'euros. **La CNDP décide ensuite, dans un délai de deux mois maximum, d'organiser ou non un débat public.**

L'organisation du débat est alors financée par le maître d'ouvrage. Cependant, l'indemnisation des membres de la Commission particulière, désignés pour organiser le débat, est prise en charge par la CNDP, ce qui garantit leur indépendance.

La CNDP choisit d'organiser un débat public sur le projet de refonte de Seine aval

Le projet de refonte de la station d'épuration Seine aval, située à Achères, proposé par le Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) est estimé à 800 millions d'euros. Il vise à mettre la station en conformité avec la Directive européenne cadre sur l'eau (DCE) en reconstruisant ou en fiabilisant les unités existantes.

Saisie par le SIAAP le 16 janvier 2007, la CNDP a décidé d'organiser un débat public sur le projet de refonte de la station d'épuration Seine aval le 7 février 2007. Elle en a confié l'organisation à une Commission particulière présidée par Philippe Marzolf.

Fiche 2 : Qu'est-ce qu'un débat public ?

Permettre à tous de s'informer et de s'exprimer sur un projet

Le débat public a pour objectif de **permettre à tous ceux qui le souhaitent d'être informés sur le projet, d'obtenir des réponses à leurs questions et d'exprimer leurs observations, critiques et suggestions.**

Il s'agit in fine de permettre, sous la responsabilité de la Commission particulière du débat public (CPDP), un dialogue entre le public et le maître d'ouvrage afin d'étudier l'opportunité du projet, ses objectifs et ses grandes caractéristiques. Le débat public se situe donc en amont de la décision d'engager ou non l'opération.

Un projet à l'étude qui peut encore être modifié

Le débat public est organisé et animé par une autorité indépendante, la Commission particulière du débat public (CPDP). A l'issue du débat, elle rédige un compte-rendu dans lequel elle relate l'ensemble des arguments qui ont été échangés durant le débat. Elle ne se prononce jamais sur le fond.

Une fois la publication du compte-rendu et du bilan du débat public (ce dernier est rédigé par le Président de la Commission nationale du débat public), **le maître d'ouvrage doit décider, sous trois mois, le principe et les conditions de poursuite du projet et comment il entend prendre en compte les éléments apportés par le débat.** Les précédents débats ont démontré que la participation de tous les acteurs pouvait apporter des modifications radicales à des projets et dans tous les cas des améliorations notables.

Débat public et enquête publique

Le débat public se situe bien en amont dans la vie du projet. **Lorsqu'un débat public est organisé, la décision d'engager ou non l'opération n'est pas encore prise.** Après le débat public, la vie du projet, s'il est confirmé, continue. Les enquêtes publiques ont lieu comme prévu par la loi.

Contrairement aux commissaires enquêteurs, **la Commission particulière ne prend pas position.** Elle organise le débat et rédige un compte-rendu dans lequel elle relate les arguments échangés.

Depuis 2002, 24 débats publics ont été organisés par une CPDP. Environ 5.000 enquêtes publiques sont organisées chaque année pour des projets d'intérêt national mais également d'ampleur beaucoup plus limitée.

Fiche 3 : Qui organise le débat public ?

Le débat public est organisé par une Commission particulière du débat public (CPDP), organisme indépendant du maître d'ouvrage.

La CPDP est chargée d'informer le public de la manière la plus complète et de favoriser son expression par la mise en place d'espaces de dialogue et de discussion.

Elle respecte **trois principes** :

- **La transparence** : elle veille à la clarté et à l'accessibilité de toutes les informations.
- **L'équivalence** : elle garantit à toute personne qui le souhaite la possibilité de s'exprimer.
- **L'argumentation** : elle veille à ce que l'ensemble des positions soient explicitées, puis débattues.

Les missions d'une CPDP

- Elle organise et anime le débat ;
- Elle diffuse une information complète, transparente et objective à destination de la population ;
- Elle permet à la population de s'exprimer dans le cadre des réunions publiques ou par le biais de contributions écrites ;
- Elle veille à ce que le maître d'ouvrage réponde aux questions posées par le public ;
- Elle produit, à la fin du débat public, un compte-rendu exhaustif du débat et des opinions exprimées dans le cadre du débat public.

Les membres de la CPDP

Nommés par la Commission nationale du débat public (CNDP), les membres des commissions particulières sont choisis pour leurs compétences et leur expérience.

La CPDP sur le projet de refonte de la station d'épuration Seine aval est composée de 5 membres :

- . **Philippe Marzolf (Président)**, vice-Président de la CNDP, éco-conseiller, Président des débats publics sur la politique des transports dans la vallée du Rhône et l'arc languedocien ainsi que sur les projets de Ligne à grande vitesse Marseille-Toulon-Nice et de liaison express entre la Gare de l'Est et l'aéroport Charles de Gaulle.
 - . **Laurence Monnoyer-Smith**, maître de conférences spécialiste du débat public et des technologies de l'information et de la communication (Université technologique de Compiègne).
 - . **Odile Peixoto**, ingénieur agronome chargée des études épidémiologiques à TNS Healthcare Sofres.
 - . **Jean-Claude Deutsch**, chercheur émérite de l'école nationale des Ponts et Chaussées spécialiste en hydrologie urbaine.
- Jean-Paul Puyfaucher**, ingénieur travaux publics retraité, commissaire enquêteur.

Fiche 4 : Sur quoi porte le débat ?

Le projet du SIAAP vise à mettre le site de Seine aval en conformité avec la Directive européenne cadre sur l'eau (DCE) et à concentrer ses unités de dépollution de l'eau et de traitement des boues dans des bâtiments compacts, désodorisés et insonorisés. La future usine se veut, selon son maître d'ouvrage, sans nuisance pour les riverains, conforme au référentiel Haute Qualité environnementale (HQE) et innovante en termes de valorisation des boues d'épuration.

A partir de l'analyse des contacts préparatoires et de la réunion de concertation sur les modalités du débat qui a réuni une cinquantaine d'acteurs, le 9 juillet 2007, la CPDP a identifié le champ du débat et relevé les 10 principales questions :

Son opportunité :

- **Faut-il traiter 1,5 million de m3 par jour à Achères** dans les prochaines années ?
- **Faut-il concentrer sur Seine aval** une part significative des investissements franciliens ?
- Au regard des contraintes réglementaires et des résultats actuels de l'usine, **faut-il refondre Seine aval** ou procéder à une amélioration progressive ?
- Existe-t-il des **actions alternatives ou complémentaires** à entreprendre au niveau des usagers, particuliers ou professionnels, du réseau d'assainissement ou de l'usine Seine aval pour limiter les pollutions et mieux traiter les eaux usées ?

Ses objectifs et ses caractéristiques :

- **Les objectifs annoncés par le SIAAP répondent-ils aux attentes et besoins de la population ?**
- **Sont-ils réalisables** en termes de qualité des rejets en Seine, de limitation des nuisances et des risques industriels et d'intégration des principes du développement durable ?
- **Quel aménagement futur** pour la plaine d'Achères ?
- **Quelle filière de valorisation** pour les boues produites par Seine aval ?
- Quel est le **coût du projet** ? Comment va-t-il être financé ?
- Quelles modalités de **concertation** et de communication avec les riverains et leurs élus ? Quel suivi du **chantier**, puis des performances de l'usine ? Quel suivi de l'**impact sanitaire** potentiel de l'usine ?

Fiche 5 : Comment est informé le public ?

LES DOCUMENTS DU DEBAT

- Les documents de la CPDP :
 - le **Journal du débat avec coupon T**. Le premier numéro, édité à 110 000 exemplaires, synthétise le rôle et l'organisation de la CPDP, le cadre du débat, les modalités de son déroulement ainsi que les outils d'information et les moyens de participation mis à la disposition du public. Les trois numéros publiés ensuite permettront de présenter les synthèses des réunions publiques, d'annoncer et d'accompagner les différentes phases du débat et d'en montrer l'avancée.
 - Un **dépliant de présentation du débat avec coupon T** (dépliant édité à 80 000 exemplaires) définissant le cadre du débat, le calendrier des réunions, les outils d'information et de participation,
- Les documents du maître d'ouvrage :
 - le **dossier du maître d'ouvrage** (80 pages) présentant le contexte, l'opportunité et les objectifs du projet,
 - une **synthèse** (8 pages) **du dossier du maître d'ouvrage** pour une diffusion plus large,
 - les **résultats de l'étude de définition** confiée par le SIAAP à trois prestataires seront diffusés en cours de débat. Ils présenteront les principales caractéristiques du projet.
- Les contributions en cours de débat :
 - les **cahiers d'acteurs** (4 pages maximum) sont rédigés par les acteurs. Ils présentent leurs avis et propositions et sont publiés par la CPDP,
 - des **études et documents complémentaires**.

LES MOYENS DE DIFFUSION DE L'INFORMATION

Différents moyens ont été mis en place par la CPDP pour informer le plus grand nombre sur la tenue de ce débat public. Certains outils seront disponibles tout au long du débat et d'autres actions seront organisées ponctuellement pour mobiliser le public au cours des différentes phases du débat.

• PHASE DE LANCEMENT DU DEBAT

➤ Pour les riverains de l'usine :

- Boîtage du premier numéro du journal du débat et de la synthèse du dossier du maître d'ouvrage dans les 9 communes riveraines de l'usine du 3 au 7 septembre 2007 (Achères, Conflans-Sainte-Honorine, Cormeilles-en-Parisis, Herblay, La Frette-sur-Seine, Maisons-Laffitte, Montigny-les-Cormeilles, Saint Germain-en-Laye, Sartrouville), soit 92 000 exemplaires.
- Distribution de la présentation synthétique du débat (dépliant) sur les marchés, dans les gares et lors des forums d'association des 9 communes riveraines avant la première réunion publique.

➤ Pour les usagers de l'assainissement francilien :

- Mise en place de partenariats de diffusion avec 150 collectivités (plus de 100 communes franciliennes), associations et institutions (envoi d'affiches et de dépliants de présentation du débat pour une mise à disposition dans les lieux publics, mise en ligne du calendrier du débat sur leur site Internet et envois réguliers d'informations pour leurs publications).
- Distribution de la présentation synthétique du débat dans les grandes gares franciliennes et lors d'évènements majeurs.

➤ Pour les acteurs de l'assainissement francilien :

- Envoi postal de la synthèse du dossier du maître d'ouvrage et du premier numéro du journal du débat à un fichier de 7 500 acteurs (associations, entreprises et fédérations liées à l'eau et à l'environnement en Ile-de-France, services de l'Etat et collectivités franciliennes, communes où sont épandues les boues d'épuration de l'usine Seine aval, communes et acteurs en aval de la Seine, institutions et acteurs liés à la Seine). 1 100 d'entre eux ont également reçu le dossier complet du maître d'ouvrage.

• PHASE DE MOBILISATION POUR LES 5 AUDITIONS PUBLIQUES

- Distributions et envois de tracts d'information et d'affiches pour présenter les auditions publiques à chacun des publics concernés.

- **PHASE DE MOBILISATION POUR LES 5 REUNIONS THEMATIQUES**

- Envoi du journal du débat n°2 aux 7 500 acteurs identifiés au lancement du débat et aux nouveaux contacts.
- Distribution du journal n°2 dans les lieux publics des communes riveraines de l'usine et dans les institutions partenaires.

- **PHASE DE MOBILISATION POUR LES REUNIONS DE SYNTHESE**

- Envoi du journal du débat n°3 aux 7 500 acteurs identifiés au lancement du débat et aux nouveaux contacts.
- Distribution du journal n°3 dans les lieux publics des communes riveraines de l'usine et dans les institutions partenaires.

- **TOUT AU LONG DU DEBAT :**

- *Un site Internet* (www.debatpublic-seineaval.org) mettant à disposition l'ensemble des documents du débat.
- *Un accueil dans les locaux de la CPDP à Conflans-Sainte-Honorine*, sur rendez-vous, avec mise à disposition de l'ensemble des documents du débat et de toutes les études réalisées par le maître d'ouvrage.
- *Un numéro azur* (0811 14 14 14) à disposition du public pour demander le dossier du maître d'ouvrage, les journaux du débat et prendre connaissance des prochaines dates des réunions publiques.
- *Des expositions itinérantes*, présentant le débat public et le projet, dans les communes avant les réunions publiques.
- *Des relations presse* avec les principaux supports écrits et audiovisuels.

Fiche 6 : Comment participer au débat ?

Les réunions publiques

La CPDP mettra en œuvre, pour la participation et l'expression du public, **une quinzaine de réunions publiques** ouvertes à tous et dont l'entrée est libre :

- **1 réunion générale de lancement** (Saint Germain en Laye, le 27 septembre 2007) pour présenter l'évolution et le fonctionnement actuel de l'assainissement en Ile de France ainsi que le projet de refonte.
- **5 auditions publiques, au mois d'octobre**, pour connaître les attentes des différents publics : acteurs de l'épandage agricole des boues (jeudi 4 à Cergy), riverains (le 2 et le 11 à Conflans-Sainte-Honorine et Herblay), usagers et acteurs de l'assainissement francilien (mardi 16 à Nanterre), usagers de l'estuaire de la Seine (le 23 à Rouen).
- **5 réunions thématiques, au mois de novembre**, pour comprendre et explorer les possibles :
 - Comment améliorer la qualité de la Seine ? (MEDAD, le 8 novembre)
 - ✓ *La qualité de la Seine aujourd'hui*
 - ✓ *Quels objectifs et quelles actions possibles au niveau des usagers, du réseau d'assainissement francilien et de la station d'épuration Seine aval ?*
 - Comment traiter les boues de la station d'épuration Seine aval ? (MEDAD, le 12 novembre)
 - ✓ *Les contraintes environnementales, socio-économiques...*
 - ✓ *Les solutions envisageables au niveau des usagers, du réseau d'assainissement francilien et de la station d'épuration Seine aval*
 - Comment réduire les nuisances olfactives, sonores et visuelles perçues par les riverains et les salariés ? (La Frette sur Seine, le 20 novembre)
 - ✓ *Les nuisances aujourd'hui*
 - ✓ *Quels objectifs et quelles modalités de mesure et de communication locale demain ?*
 - Quels sont les risques industriels et sanitaires de la station d'épuration Seine aval pour les riverains et les salariés ? (Achères, le 22 novembre)
 - ✓ *Les risques de l'usine Seine aval aujourd'hui*
 - ✓ *Quels objectifs et quelles modalités de suivi, de contrôle et de communication ?*
 - La problématique des eaux pluviales (salon Pollutec, Villepinte, le 30 novembre)
 - ✓ *L'impact des eaux pluviales aujourd'hui*
 - ✓ *Quelles actions possibles au niveau des usagers, du réseau d'assainissement francilien et de la station d'épuration Seine aval ?*

- **3 réunions de synthèse, au mois de décembre**, pour évaluer les projets proposés :
 - Quels projets pour la plaine d'Achères et pour l'avenir de la station Seine aval ?
 - Herblay, le 4 décembre
 - Conflans-Sainte-Honorine, le 11 décembre
 - Quels impacts financiers et quelle gouvernance du projet et des travaux ? (Maisons Laffitte, le 13 décembre)

Sur demande, il pourra être proposé d'autres réunions de synthèse dans d'autres secteurs d'Ile de France.

- **1 réunion de clôture** (Saint Germain en Laye, le 19 décembre), pour débattre des principaux enseignements du débat public.

Les adresses précises et des plans d'accès aux salles seront disponibles au cours du débat sur le site Internet : www.debatpublic-seineaval.org

Les contributions écrites

Des contributions écrites présentant l'avis et l'argumentation des participants peuvent être envoyées à la CPDP. Elles seront analysées et prises en compte pour la rédaction du compte rendu. Certaines feront l'objet d'un cahier d'acteurs et seront publiées.

Les questions

Toutes les questions posées par courrier, lors des réunions publiques ou sur le site Internet du débat public recevront une réponse.

Le blog

Un blog animé par les membres de la CPDP permettra au public de réagir au déroulement et à l'actualité du débat.

Annexe 1 : Les informations pratiques

Site Internet	www.debatpublic-seineaval.org
Blog	blog.debatpublic-seineaval.org
Numéro Azur	0811 14 14 14
Adresse	CPDP Seine aval 5 quai du Confluent 78700 Conflans-Sainte-Honorine Fax : 01 39 72 11 99
Contacts presse	Agence Etat d'Esprit 10 rue Jean Dollfus 75018 PARIS Contact : Nolwenn SARTRE Et Anne-Laure CHARTOIRE Tél : 01 45 260 260 Fax : 01 42 26 48 94 nolwenn@etat-desprit.fr

Photos

Vous trouverez des photos à télécharger sur le site Internet du débat public à l'adresse suivante :

www.debatpublic-station-epuration-seineaval.org/presse/espace_photos.html

Vous pouvez également commander un CDROM en vous adressant à votre contact presse : Nolwenn SARTRE (01 45 260 260).